Refondation, rattrapage ou effondrement ?

Joël Hubrecht

Entre redémarrage économique et urgence écologique, le gouvernement français est confronté à des choix déterminants. Les arbitrages seront rendus plus difficiles encore par un climat de défiance politique qui s'aggrave.

Le fond de l'air a changé. Mais dans quel sens ? Les louanges quotidiennes aux valeurs de solidarité, aux travailleurs précaires montés en « première ligne », à l'hôpital public et à l'État providence pourraient laisser croire que le vent a tourné en faveur de paradigmes de gauche. Cependant à droite, et plus précisément à l'extrême-droite, certains sentent, avec la fermeture précipitée des frontières, le vent tourner dans la direction opposée et annoncent un autre type de « refondation ». Le Président assure lui aussi que « *le jour d'après (...) ne sera pas un retour au jour d'avant* », que « *toutes les conséquences* » seront tirées, qu'il faudra savoir se réinventer, lui « *le premier* », pour « *rendre pensable l'impensable* ». Vaste et vague programme qui permet de prendre la mesure d'un choc politique qui n'a pas encore atteint son pic.

Entre le monde d'hier et le monde d'après

Soulignant les similarités entre l'épidémie de Covid-19 et le dérèglement climatique, le Haut conseil pour le climat recommande de « *tirer des leçons de l'une pour augmenter nos capacités de résilience à l'autre*[1] ». Pour Dominique Bourg, « *notre civilisation vient de recevoir un avertissement* » et, « *à la place d'un retour fulgurant à la croissance, il conviendrait de décélérer brutalement – et à long terme – nos consommations* » [2]. À l'instar de nombreuses autres tribunes d'intellectuels, de collectifs d'artistes ou de scientifiques, Nicolas Hulot assure que « *le temps est venu, ensemble, de poser les premières pierres d'un nouveau monde* » et prévient qu'il « *ne (s'accommodera) pas de mesures qui ne soient pas radicales* »[3]. Parler de « refondation » implique en effet davantage qu'un investissement un peu plus poussé dans les énergies vertes et la perte de quelques mauvaises habitudes. Ce sont les rapports à soi, aux autres, au temps, à la consommation et à la technologie qui doivent changer en profondeur[4].

Or, de même que, dans le monde d'avant, on avait confondu prévention, précaution, et préparation[5], il se pourrait que, dans le monde d'après, on fasse la confusion entre réinvention et adaptation, en répondant à l'effroi immédiat soulevé par l'épidémie plutôt qu'aux effets insidieux de la montée des eaux, du déclin des espèces et de la pollution. Le monde d'après n'est pas prêt et celui qui se profile pourrait bien ressembler au monde d'avant revu et corrigé par la distanciation physique. Au risque de creuser des contradictions entre ce qui semblera bon pour lutter contre le Covid et ce qui le serait pour l'environnement : des déplacements en voitures plutôt qu'en transports en commun ; des relocalisations avec ce qu'elle entraînent comme déchets industriels ; le développement du télétravail et la pollution numérique ? Un autre risque tient à l'explosion du chômage et de la précarité et à la mise en tension des modes et du niveau de vie qui va s'ensuivre. Combien d'entre nous auront les moyens de troquer la nourriture industrielle à bas prix contre les fruits et légumes bio des fermes de la région ? Et comment réagiront ceux qui ne seraient pas en mesure, malgré les injonctions et les décrets, de « consommer moins et mieux » ? Les perspectives d'une « refondation » au rabais et d'une « refondation » inégalitaire sont d'autant plus plausibles que

si, dans l'idéal, le monde d'après arrivera à concilier santé publique, environnement, conséquences sociales, impératifs économiques et demande de sécurité, nous risquons vite, dans l'immédiat, de déchanter devant leurs contradictions.

Aussi d'autres voix se font entendre, pour qui la reprise de la production marchande et des activités commerciales sont prioritaires. *« Sauvons d'abord les entreprises, la transformation et le climat, on verra après »,* semblent-elles dire, quitte à ce que la relance soit plus grise que verte. L'Association française des entreprises privées (Afep) a ainsi demandé au gouvernementd'assouplir la règlementation sur les émissions de gaz à effet de serre et autres règles contre le gaspillage représentant *« un frein pour sortir de la crise économique ».* Certes tous les tenants du rattrapage ne chercheront pas à relancer la machine à l'identique ou ne répèteront pas les erreurs de la relance de 2008. Tout en plaidant pour l'augmentation du temps de travail et l'allégement des charges – les vieux classiques de la « compétitivité » – ils pourront, par un savant mélange de relocalisation industrielle et de capitalisme numérique, afficher une relative maîtrise des émissions de CO2 voire tenter de se faire passer pour des « Refondateurs ». Mais au-delà même de ces jeux de rôle qui font perdre aux mots leur sens, le camp du rattrapage ne sera pas seulement celui du Medef et des « réactionnaires-pollueurs ». Il aura des arguments socio-économiques solides à faire valoir à l'encontre du camp de la refondation, dont les idées pourront apparaitre trop autoritaires ou trop utopiques.

« Comment penser un avenir quand l'incertitude et la précarité matérielle accélèrent le sentiment d'un naufrage à venir ? » s'interroge le sociologue Romain Huet, selon qui *« les débuts de révolte dans quelques villes françaises où la réalité est depuis longtemps insupportable, témoignent du franchissement d'un seuil limite »*[6]. Parmi ceux qui, ne croyant ni à la refondation ni au rattrapage, considèrent l'effondrement général inévitable, les « collapsologues » voient dans le Covid le déclencheur d'un processus itératif où les crises s'emboitent l'une l'autre en boucle : la crise sanitaire, la crise économique, la crise sociale, la crise politique, la crise environnementale, la crise alimentaire qui favorise une nouvelle crise sanitaire et relance le cycle infernal... Ce processus, plus ou moins rapide, au terme duquel il n'y aura pas de « monde d'après » est appréhendé de manière différente par les survivalistes, les complotistes et les nihilistes, et peut conduire aussi bien vers la fuite en avant que vers la révolte.

Les lignes de confrontations que nous distinguons ici schématiquement entre les tenants de la continuité (rattrapage et rattrapage-adaptation) et de la discontinuité (refondation et effondrement) recouvrent des lignes de fragmentation internes qui ne seront pas moins vives. Le rapport au local, au national, au régional ou au global en constitue une des variables fondamentales. La refondation peut être cosmopolite et ouverte ou nationaliste et égoïste. Le rattrapage peut miser sur une économie globalisée et technologique ou bien sur un marché favorisant les circuits courts et le retour à la nature.

Ce qu'il sera souhaitable et surtout possible de faire dépendra aussi fortement du cadre européen dans lequel nous pourrons nous inscrire et du contexte international. La notion de « démondialisation » est trompeuse car les défis environnementaux, sanitaires et sécuritaires demeurent plus que jamais globaux et même si les avions restent cloués au sol, l'internet continue de relier, pour le pire et le meilleur, les sociétés du monde entier. Les outils de la mondialisation sont en revanche très mal en point. Si l'Union européenne a fini par se ressaisir, l'échec des agences onusiennes et la paralysie du Conseil de sécurité exacerbe la rivalité sino-américaine et la concurrence des modèles autoritaires et démocratiques. Comme les premiers ne sont pas en mesure de produire des récits et des bilans sincères, et que les seconds auront eu des bilans très contrastés selon les pays, la bataille autour de leur efficacité respective face à l'épidémie tournera vite à vide. Tous les pouvoirs en place, quelle que soit leur nature, ont tangué. Mais si la plupart des régimes autoritaires, sous couvert de combattre l'épidémie, ont pu renforcer leurs appareils de contrôle, les démocraties ont dû se résigner à rogner sur les libertés publiques et de ce point de vue, elles sortent davantage affaiblies du confinement que les régimes autoritaires, même si les décisions prises ont été globalement suivies et respectées par leurs populations.

Entre défiance et malaise démocratique

C'est singulièrement le cas en France où le soutien aux choix du gouvernement, encore majoritaire fin mars, a ensuite dégringolé, en partie du

fait de certains particularismes nationaux (centralisme, autodénigrement et surinvestissement dans l'État) mais d'abord et surtout de la communication fallacieuse autour du manque de tests et de masques. Ce climat de défiance pousse l'opposition à ne rien concéder à un Premier ministre qui lui-même ne lui accorde que peu de considération, comme on a pu le voir lors du débat à l'Assemblée nationale le 28 avril puis avec rejet du plan de déconfinement par le Sénat. Et puisque l'état catastrophique du chômage et du déficit ne pourra être personnellement imputé au gouvernement, les polémiques s'attacheront aux responsabilités dans l'impréparation et dans le démantèlement du système de santé. Dans ce règlement de compte rétrospectif dévastateur, qui a déjà commencé, entre La République en Marche (LRM), le Parti socialiste (PS) et les Républicains (LR), seuls le Rassemblement National (RN), La France Insoumise (LFI) et Europe Ecologie Les Verts (EELV) peuvent s'exonérer des dérives du passé et renvoyer tous les partis de gouvernement dos à dos.

Pour autant, les déboires du pouvoir ne leur profiteront pas automatiquement. C'est vrai du RN, qui proclame partout que la crise sanitaire a confirmé la clairvoyance de ses thèses souverainistes mais qui ne donne à son « patriotisme économique » ni plus de substance ni plus de crédibilité. Il reste toujours tiraillé entre une base qui se complait dans la remise au goût du jour des métaphores organicistes sur les corps étrangers infectieux, et une Marine Le Pen qui se contente de surfer sur un imaginaire complotiste moins explicite pour ne pas écorner l'image policée qu'elle a si patiemment construite. De même pour Mélenchon, tout à son image de Lider Maximo égrainant ses mots d'ordres (planifier la mobilisation sanitaire, taxer les profiteurs de crise, réquisitionner les hôtels et les entreprises…), qui dénonce en Macron un imposteur et un anti-démocrate ayant déclaré une guerre qu'il n'aurait pas l'étoffe de mener, contrairement au général en chef de LFI qui n'a que faire des réserves que sa posture martiale inspire jusqu'au sein de ses troupes. Moins polémiste et moins dirigiste, et avec le vent en poupe depuis sa progression aux Européennes, EELV multiplie les références à des moments historiques de concertation et de politiques sociales, en appelant à un « Grenelle d'après crise » et à un « Green new deal ». Mais il ne parvient pas à faire retentir dans le débat public ses propositions et semble davantage devoir s'inscrire dans le sillage d'autres

initiatives, comme la Convention citoyenne pour le climat, plutôt que d'être une force d'impulsion. Ce surplace stratégique et idéologique des oppositions est d'autant plus frappant que le gouvernement a été, lui, contraint une seconde fois, après la crise des Gilets jaunes, de sortir de son agenda et de son tropisme néolibéral « austéritaire ».

Mais, au-delà de la phase de déconfinement, avec qui et comment incarner la relance et le souffle nouveau promis par le Président ? Les prochains mois seront décisifs car on ne pourra pas se contenter d'une relance a minima, faire le rattrapage en 2020 et attendre 2022 pour la refondation ou mener les deux de front. Plusieurs options sont envisageables. La plus risquée est sans doute la dissolution de l'Assemblée nationale ; la plus tentante parce que plébiscitée dans les sondages est la mise en place d'un « gouvernement d'union nationale » mais elle est rejetée par les principaux partis d'opposition ; la plus probable serait donc d'associer des personnalités plus indépendantes des appareils politiques mais néanmoins venues de différents horizons pour paraitre réunir « *toutes les composantes de la nation* ». D'autres mécanismes permettraient aussi de compléter et renforcer cette forme de représentativité élargie, comme l'organisation d'une consultation référendaire ou d'Assises nationales. Tout cela n'étant pas sans lien, mais rendu un peu plus complexe encore par la fragmentation du processus électoral des municipales qui a, dans certains cas, entamé la légitimité des élus du premier tour et ne sera pas sans soulever d'autres polémiques pour les 5 000 scrutins restants. Il faudra en tous cas parvenir à arbitrer, au niveau local et au niveau national, les grands axes d'une relance qui ne sera pas qu'économique, et qui engagera durablement le pays dans une voie qui n'a plus rien à voir avec le programme de la campagne de 2017. Celle-ci devra, quoi qu'il en soir, être conçue et mis en œuvre dans un cadre non seulement légal mais aussi incontestable et légitime, à défaut de pouvoir être consensuel.

1. « Climat, santé : mieux prévenir, mieux guérir », Rapport du Haut conseil pour le climat, 21 avril 2020.

2. Dominique Bourg, Philippe Desbrosses, Gauthier Chapelle, Johann Chapoutot, Xavier Ricard-Lanata, Pablo Servigne et Sophie Swaton, « Propositions pour un retour sur terre », La Pensée écologique.

3. Entretien avec Nicolas Hulot, *Le Monde*, 7 mai 2020.

4. Changements qu'*Esprit* s'attache à penser depuis longtemps, comme en témoignent les dossiers « Les mondes de l'écologie » (janvier-février 2018) ou « Le problème technique » (mars 2018), ou encore, tout récemment, « L'économie contre l'écologie ? » (mars 2020), qui évoque de nombreuses pistes concrètes, comme la substitution de l'usage à la propriété pour sortir de la logique de l'obsolescence rentable.

5. Voir l'analyse des erreurs françaises sur la pandémie de H5N1 : « Expertise et décision politique. Retour sur la grippe pandémique. Entretien avec Frédéric Keck », *Esprit*, mars-avril 2011.

6. Romain Huet, « Après l'effondrement du monde », *Libération*, 3 mai 2020